

307 RÉHABILITATION RÉSIDENCE GRÉMILLON BÂTIMENT D – 14202 HÉROUVILLE-ST-CLAIR

CCTP

LOT N°01 CURAGE – DÉSAMIANPAGE



MAITRE D'OUVRAGE

CROUS de Normandie (site de Caen)
23, Avenue de Bruxelles
14070 CAEN Cédex 5
Tél 02 30 08 02 14

UTILISATEUR

Résidence Universitaire J.Grémillon
Avenue de la Valeuse Bâtiment D
14202 HÉROUVILLE-SAINT-CLAIR
Sd. : 02 31 47 61 23

ARCHITECTE MANDATAIRE

A. PELLERIN Architecte DPLG
9 et 13, rue de Châteaudun
35000 RENNES
Tél. : 02 99 36 89 16

BET

OTEIS

10, Parc de Brocéliande
35700 SAINT-GRÉGOIRE
Tél. : 02 99 23 45 67

GÉNÉRALISTE

TABLE DES MATIÈRES

1.	PRESENTATION DE L'OPERATION	3
1.1	OBJET DE L'OPERATION	3
1.2	ENUMERATION SOMMAIRE DES TRAVAUX	3
1.3	AUTRES DOCUMENTS UTILES	3
2.	SPECIFICATIONS TECHNIQUES GENERALES	4
2.1	OBJET DU DOCUMENT	4
2.2	OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE	4
2.2.1	Connaissances des lieux et du dossier	4
2.2.2	Responsabilité	5
2.2.3	Erreurs ou omissions dans les documents d'appel d'offres	5
2.3	PRESTATIONS GENERALES	5
2.3.1	Installation de chantier propre au désamiantage	5
2.3.2	Sécurité chantier	5
2.3.3	Protections	6
2.3.4	Nettoyage	6
2.4	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES	6
2.4.1	Désamiantage	6
2.4.2	Déposes - Démolitions	11
2.5	LIMITES DE PRESTATIONS	11
3.	DESCRIPTION DES TRAVAUX	12
3.1	GENERALITES	12
3.1.1	Objet et définition	12
3.1.2	Prestations générales	12
3.2	MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE	13
3.2.1	Repérage des matériaux amiantés	13
3.2.2	Plan de retrait	13
3.2.3	Confinement des zones	13
3.2.4	Equipements et matériaux	14
3.2.5	Dépose des matériaux contenant de l'amiante	14
3.2.6	Mesures d'empoussièrement et Restitutions	16
3.2.7	Gestion et évacuation des déchets amiantés	16
3.2.8	Rapport final d'intervention	17
3.3	MATERIAUX CONTENANT DU PLOMB	17
3.3.1	Repérage des matériaux plombés	17
3.3.2	Dépose des matériaux contenant du plomb	18

3.4	DEPOSES – DEMOLITIONS DES OUVRAGES NON AMIANTES	18
3.4.1	Déposes.....	19
3.4.2	Etat des lieux.....	20
3.4.3	Démolitions.....	20
3.5	DEPOSES DES RAGREAGES.....	20

1. PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1 OBJET DE L'OPERATION

La présente opération a pour objet la réhabilitation du bâtiment D de la Cité Universitaire Grémillon située à Hérouville-Saint-Clair.

Le bâtiment D ne sera pas occupé pendant les travaux. Par contre, les autres bâtiments de la cité universitaire seront occupés. La sécurité des utilisateurs est un élément essentiel à prendre en compte dans l'offre de l'entreprise.

L'entrepreneur devra tenir compte du planning de l'opération et de toutes les conséquences qui en découlent.

1.2 ENUMERATION SOMMAIRE DES TRAVAUX

Dans le cadre de l'opération, des travaux de désamiantage et déplombage s'avèrent nécessaires.

Le présent CCTP concerne exclusivement les travaux à la charge du présent lot et notamment les prestations et travaux suivants :

- Les installations de chantier propres au présent lot,
- Les travaux de désamiantage :
 - Les travaux préparatoires (plan de retrait, confinement des zones),
 - Les déposes préalables liées aux travaux de désamiantage, à la charge du présent lot,
 - La dépose des matériaux contenant de l'amiante,
 - Les restitutions,
 - L'évacuation des déchets,
 - L'établissement du rapport final d'intervention.
- Les travaux de déplombage,
- Les travaux de déposes et démolitions,
- Les travaux de déposes des ragréages,
- L'évacuation des déchets.

L'ensemble des travaux de désamiantage à la charge du présent lot seront réalisés en sous-section 3 suivant le Code de la santé publique.

1.3 AUTRES DOCUMENTS UTILES

Pour la réalisation des présents travaux, l'entreprise est réputée avoir pris connaissance des éléments suivants :

- Le rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux N°973057 réalisé par QUALICONSULT IMMOBILIER en date du 14.12.2023,
- Le rapport de repérage des matériaux et produits contenant du plomb avant réalisation de travaux N°987036 réalisé par QUALICONSULT IMMOBILIER en date du 18.12.2023,
- Le planning des travaux,
- Le plan de principe d'installation de chantier joint au DCE,
- L'ensemble des plans joints au dossier,
- Le PGCSPP établi par le coordonnateur SPS.

2. SPECIFICATIONS TECHNIQUES GENERALES

2.1 OBJET DU DOCUMENT

Ce document a pour objet de compléter les règlements généraux et spécifications applicables définis dans le descriptif.

Les spécifications données ci-après seront à respecter par l'entrepreneur, lors de la réalisation de ses travaux.

En cas de contradictions entre les prescriptions des chapitres 2 et 3, les prescriptions du chapitre 3 prévaudront.

2.2 OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE

2.2.1 Connaissances des lieux et du dossier

La visite préalable du site est obligatoire.

Lors de la phase consultation, la visite obligatoire des lieux engage l'entreprise sur la connaissance des contraintes et particularités du site. L'entreprise ne pourra prétendre à des méconnaissances de prestations ou de travaux permettant d'atteindre et de respecter la finalité des travaux décrits dans le présent CCTP.

L'entreprise est censée s'être engagée dans son marché en toute connaissance de cause. En particulier, lui sont parfaitement connus :

- Le site et ses sujétions propres,
- Les réseaux divers existants,
- Les modalités d'accès à la voirie, les possibilités et difficultés de circulation et de stationnement,
- Les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public,
- Les sujétions inhérentes à la conservation des existants (voiries publiques et intérieures, bâtiments mitoyens, clôtures, etc.).
- **Le fait que la voie pompier devra rester libre de toute entrave en permanence.**

L'entreprise est réputée, pour l'exécution des travaux, avoir préalablement :

- Procédé à une visite détaillée des lieux, terrain et constructions diverses, et pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier : stockage des matériaux, énergie électrique, eau, installation de chantier, éloignement des centres de traitement des déchets, voisinages, etc.,
- Contrôlé toutes les indications des documents qui lui sont remis (rapport de repérage, pièces écrites et documents graphiques),
- Recueilli tous renseignements complémentaires éventuels auprès du Maître d'Œuvre et également pris tous renseignements utiles auprès des Services Publics ou à caractère public et concessionnaires divers.

Aucun supplément ne sera accordé pour travaux supplémentaires dus à une mauvaise connaissance des documents et des ouvrages existants. Il appartient à l'entrepreneur d'intégrer toute sujétion afin d'assurer l'ensemble des prestations de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante.

En outre, et ce dès la remise des offres, l'entreprise fera toutes remarques nécessaires concernant les exigences des prestations imposées par les réglementations, normes, règles de l'art et qui ne figureraient pas sur les documents constituant le présent dossier (plans, pièces écrites, etc.).

Elle ne pourra arguer que des erreurs ou omissions puissent la dispenser d'exécuter tous les travaux de sa profession ou fassent l'objet d'une demande de supplément sur ses prix.

2.2.2 Responsabilité

L'entreprise demeure responsable des dégradations causées sur les propriétés voisines, sur la voie publique ou sur les bâtiments et ouvrages mitoyens.

Il reste, bien entendu, que l'entreprise du présent lot sera responsable civilement de tous les accidents matériels ou corporels du fait de ses travaux.

2.2.3 Erreurs ou omissions dans les documents d'appel d'offres

Le Maître d'Œuvre est responsable des documents qu'il fournit. Toutefois, l'entrepreneur a l'obligation de vérifier, avant toute remise de prix et exécution des travaux, que les documents ne contiennent pas d'erreurs, d'omissions, de contradictions qui sont normalement décelables par un homme de l'art. S'il relève des erreurs, omissions ou contradictions, il doit les signaler immédiatement au Maître d'Œuvre. Faute d'avoir rempli ces conditions, l'entrepreneur se verra tenu comme responsable et ne pourra arguer d'aucun supplément pendant et après l'exécution des travaux.

2.3 PRESTATIONS GENERALES

L'entrepreneur devra se reporter aux documents généraux du dossier, ainsi qu'au PGCSPPS qui précisent en particulier les répartitions des frais de gestion du chantier.

Les travaux du présent lot seront exécutés conformément aux documents réglementaires et normatifs cités dans l'énumération des pièces contractuelles du marché, ils ne sont donc pas rappelés dans le C.C.T.P.

Lorsque des références figurent, elles sont destinées à attirer l'attention de l'entrepreneur :

- Sur un document de parution récente qui aurait pu échapper à sa sagacité,
- Sur un détail technique particulier, pour lequel le descripteur n'a pas voulu recopier intégralement un texte figurant dans des documents réputés connus de l'entreprise.

A défaut de précisions dans ces documents, l'entrepreneur devra inclure dans son offre, les prestations suivantes :

2.3.1 Installation de chantier propre au désamiantage

L'entreprise du présent lot doit prévoir :

- Les équipements nécessaires à ses employés pour le respect des règles d'hygiène et de sécurité,
- Les clôtures et balisages, compris pour la zone clôturée et cadenassée de stockage provisoire des déchets,
- La réalisation du branchement provisoire sur le réseau public d'eau potable, la mise en œuvre d'un comptage et la filtration des effluents avant évacuation vers les égouts,
- Les branchements électriques autonomes et les installations électriques nécessaires à ces travaux (éclairage, etc.),
- Le groupe électrogène de secours,
- Les installations nécessaires à ces travaux, y compris des circulations permettant d'y accéder,

Nota : Les zones de stockage provisoire des déchets seront efficacement protégées.

Après raccordement de ses installations, le titulaire devra effectuer le contrôle de l'installation électrique par un bureau de contrôle et devra fournir une copie du rapport de ce contrôle à la maîtrise d'œuvre et au coordonnateur SPS. Le contrôle électrique sera renouvelé jusqu'à obtenir un rapport sans réserve.

2.3.2 Sécurité chantier

L'entreprise aura à sa charge toute mesure de sécurité jugée utile par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre, le coordonnateur SPS ou l'entrepreneur lui-même.

L'entrepreneur devra prévoir l'organisation des secours en cas d'accident, avec des tenues réglementaires mises à disposition des services de secours.

Avant intervention, l'entrepreneur devra s'assurer que les branchements d'eau, gaz, courants faibles et électricité, alimentant les bâtiments à démolir, ont bien été coupés par les différents concessionnaires, par le Maître d'Ouvrage ou par les autres entreprises.

2.3.3 Protections

Le présent article comprend toutes les prestations nécessaires à la bonne marche et à la sécurité du chantier :

- Dans l'emprise du chantier et sous les chaussées adjacentes, l'entrepreneur devra protéger pendant la durée des travaux, les canalisations et ouvrages rencontrés tels que collecteurs, égouts, canalisations électriques, de télécommunications, d'eau, etc. Il devra s'assurer, en accord avec les administrations et concessionnaires concernés, le fonctionnement normal et continu de ces éléments.
- La protection des ouvrages conservés dans les bâtiments existants,
- Le clôturage étanche aux poussières (film polyane) entre la zone de chantier et les zones restant en activité,
- Le balisage du chantier (pancartes d'orientation ou d'avertissement, balisage lumineux, etc.),
- Les protections passives (garde-corps au droit des différentes trémies et rives de plancher, tunnels de protection pour les circulations accessibles au personnel extérieur au chantier, etc.),
- La sécurité incendie (extincteurs, bac à sable, accès rapide aux services de secours, etc.).

2.3.4 Nettoyage

L'entrepreneur devra prendre les dispositions nécessaires pour assurer :

- Le nettoyage des roues des engins avant leur sortie des lieux de travaux pour éviter les salissures des voies,
- Le nettoyage régulier des voies publiques ou privées empruntées par ses véhicules,
- La location et l'entretien des bennes pendant la durée des déconstructions,
- L'enlèvement quotidien des déchets et gravats de la zone de travail et leur stockage dans les bennes,
- Le nettoyage hebdomadaire du chantier la veille de la réunion de chantier,
- Le nettoyage des ouvrages conservés après l'exécution de ses travaux,
- La remise en état des lieux sur l'emprise du chantier et en bordure de celui-ci, avant la livraison de l'opération.

2.4 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

2.4.1 Désamiantage

2.4.1.1 Règlements généraux et documents de référence

Les travaux à réaliser dans le cadre de l'opération seront exécutés en conformité avec les spécifications et règlements techniques en vigueur à la date de l'ordre de service : Code du Travail, normes AFNOR, Règles Professionnelles, observations et dispositions évoquées dans les documents rédigés par l'INRS et l'OPPBTP (liste non exhaustive) :

Mettre à jour la liste ci-dessous pour chaque opération sur le site de l'INRS :

Repérage de l'amiante avant certaines opérations

Le décret n° 2019-251 du 27 mars 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations (RAT) et à la protection des marins contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante, modifie certaines dispositions du décret n° 2017-899 du 9 mai 2017 (lui-même pris sur la base de l'article L. 4412-2, issu de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016). Cette disposition institue une obligation de repérage de l'amiante à la charge du donneur d'ordre, du maître d'ouvrage ou du propriétaire d'immeubles, d'équipements ou de matériels, préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante.

Le calendrier d'entrée en vigueur de cette obligation de repérage de l'amiante, initialement prévue au 1er octobre 2018, est rééchelonné jusqu'au 1er octobre 2020, compte tenu du délai inhérent au processus de normalisation (environ 2 ans), ainsi que de la nécessité d'organiser la formation des opérateurs de repérage à la méthode normalisée de leur domaine d'activité.

En effet, afin de disposer de méthodes de repérage fiables, pour chacun des 6 domaines d'activité défini par le décret du 9 mai 2017 (art. R. 4412-97/II), la Direction générale du travail (DGT) a choisi de s'appuyer sur un travail de normalisation.

En outre, le décret du 27 mars 2017, afin de garantir la fiabilité des analyses d'échantillons prélevés sur des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, prévoit une obligation d'accréditation des organismes procédant à ces analyses, comme c'est aujourd'hui déjà le cas pour l'amiante ajouté.

Ce décret étend par ailleurs à compter du 1er janvier 2020 les dispositions du code du travail à la protection des gens de mer contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante.

L'arrêté du 19 juin 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les navires, bateaux, engins flottants et autres constructions flottantes, a été publié au JO du 27 juin (il s'agit du 1er arrêté d'application du décret du 9 mai 2017). Il rend obligatoire la norme NF X 46-101, publiée le 12 janvier 2019 et entrera en vigueur le 1er janvier 2020. C'est donc à cette date que l'obligation légale de repérage prévue à l'article L. 4412-2 du code du travail entrera en vigueur pour ce domaine d'activité.

L'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis est paru au Journal officiel du 18 juillet 2019. La norme NF X 46-020 d'août 2017 est réputée satisfaire aux exigences de l'arrêté du 16 juillet lequel entre en vigueur dès le 19 juillet.

L'arrêté du 1er octobre 2019 relatif aux modalités de réalisation des analyses de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, aux conditions de compétences du personnel et d'accréditation des organismes procédant à ces analyses, définit les méthodes d'essais, de préparation et d'analyse des matériaux et produits à mettre en œuvre selon qu'il s'agit d'amiante délibérément ajouté ou d'amiante naturellement présent.

A la suite de l'annulation par le Conseil d'Etat (CE), le 24 juillet 2019, de l'arrêté du 25 juillet 2016 fixant les compétences des opérateurs de repérage de l'amiante, un nouvel arrêté du 8 novembre 2019 est entré en vigueur qui ré-introduit le double niveau de certification (avec ou sans mention) des opérateurs de repérage amiante, étant précisé que l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis s'appuie sur la certification avec mention.

L'arrêté du 23 janvier 2020 modifie en conséquence l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations dans les immeubles bâtis et prévoit conformément à l'ordonnance du Conseil d'Etat du 27 août 2019, une période transitoire autorisant les opérateurs de repérages certifiés sans mention à réaliser jusqu'au 30 juin 2020 les missions de repérage de l'amiante précitées.

Enfin, l'arrêté du 13 novembre 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les matériels roulants ferroviaires est publié pour une entrée en vigueur au 1er janvier 2020. Il rend obligatoire la norme NF F 01-020 laquelle est consultable librement sur le site de l'AFNOR.

Il est rappelé que les dispositions du décret du 9 mai 2017 n'entreront en vigueur, pour chaque domaine d'application cité, qu'à la publication de l'arrêté le concernant. Dans l'attente, le repérage avant travaux de l'amiante demeure exigé sur la base de l'article R. 4412-97 dans sa version issue du décret du 4 mai 2012 et des principes généraux de prévention.

Prévention des risques d'exposition à l'amiante

Lois :

Depuis le 1er juillet 2016, l'ordonnance n° 2016-413 du 7 avril 2016 relative au contrôle de l'application du droit du travail élargit le champ d'application de l'arrêt de travaux amiante par décision administrative de l'inspecteur du travail lequel coïncide désormais avec le champ d'application de la réglementation amiante (article R. 4412-94) et n'est plus exclusif du seul secteur du bâtiment et des travaux publics.

Décrets :

- Décret n°2015-789 du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante et diaporama de présentation du décret.

- Décret n° 2013-594 du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante et diaporama de présentation
- Le décret du 4 mai 2012, entré en vigueur, pour la plupart de ses dispositions, le 1er juillet 2012 prend en compte ces avis et préconisations et les résultats de la campagne META,
- ***Le décret n°2021-321, issu de la Loi Economie Circulaire,***

Les principales mesures de cette réforme visent entre le 1er juillet 2012 et le 1er juillet 2015 :

- L'abaissement de la VLEP qui est actuellement de 100 fibres par litre à 10 fibres par litre au 1er juillet 2015 ;
- Le contrôle de l'empoussièrement en milieu professionnel selon la méthode META ;
- La définition de 3 niveaux d'empoussièrement qui sous-tendent la graduation des moyens de prévention collectifs (MPC) et des équipements de protection individuelle (EPI) à mettre en œuvre ;
- La définition des techniques adaptées pour les situations de sous-section 3 et de sous-section 4 ;
- La suppression de la dualité de notions friable /non friable et la certification des entreprises selon un référentiel normatif unique, pour l'ensemble des activités visées à la sous-section 3 ;
- La généralisation de la certification des entreprises à l'ensemble des activités de la sous-section 3 ;
- Les conditions d'utilisation, d'entretien et de vérification des MPC et EPI, en particulier les appareil de protection respiratoire (APR) adaptés aux niveaux d'empoussièrement sur les chantiers.

Arrêtés :

- L'arrêté du 30 mai 2018 modifie l'arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages. Entré en vigueur le 1er juillet 2018, il rend d'application obligatoire la norme NF X 43-269 (2017).
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.
- Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.
- Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement aux fibres d'amiante.
- Les normes NF X46-010 Août 2012 et NF X46-011 Août 2012, rendues obligatoires par l'arrêté du 14 décembre 2012, sont consultables sur le site www.afnor.org.
- L'arrêté du 20 avril 2015, publié le 24 septembre 2015, modifie l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante et l'arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant.
- ***Les arrêtés ministériels du 21 décembre 2021.***

Les modifications apportées actualisent les références aux normes relatives à l'accréditation des organismes certificateurs ainsi qu'aux articles du code du travail.

Instruction :

L'instruction DGT CT2 2015/638 du 16 octobre 2015 concernant l'application du décret du 29 juin 2015], relatif aux risques d'exposition à l'amiante, explicite les mesures de prévention collective et individuelle qui devront être mises en œuvre lors des opérations exposant à l'amiante, afin de garantir le respect de la valeur limite d'exposition professionnelle (VLEP) aux fibres d'amiante abaissée depuis le 2 juillet 2015 à 10 f/L.

Notes de la DGT

- La note DGT du 9 juillet 2018, consécutive aux 2 avis de l'ANSES de 2015 et 2017 relatifs aux fragments de clivage et particules minérales allongées d'intérêt (PMAi), précise les mesures arrêtées par les pouvoirs publics, afin de compléter la connaissance scientifique dans ce domaine et acquérir des données sur la caractérisation et l'émissivité des matériaux contenant ces espèces minérales.
- La note DGT du 5 décembre 2017, présente le cadre juridique applicable aux interventions susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante relevant de la sous-section 4. Elle est composée de 5 fiches et 1 logigramme portant sur les sujets suivants :
 - Fiche 1 : Eléments constitutifs des processus relevant de la sous-section 4 ; cas des matériaux pollués par de l'amiante
 - Fiche 2 : Conditions d'évaluation d'un processus relevant de la sous-section 4 :
 - Fiche 3 : Identification des processus – cas particulier des opérateurs de repérages de matériaux et produits contenant de l'amiante
 - Fiche 4 : Conditions d'élaboration, de transmission et de mise à jour du mode opératoire.
 - Fiche 5 : Précisions concernant le remplacement des cartouches P3 et de tout autre consommables
 - L'ensemble de la procédure d'évaluation est récapitulé dans un logigramme.
- La note DGT du 24 août 2017, relative au cadre juridique applicable aux opérations sur des matériaux amiantés initiés par des particuliers ou des agriculteurs, diffuse la nouvelle doctrine de la Direction générale du travail en ce qui concerne les obligations de ces donneurs d'ordre au regard de l'obligation de certification des entreprises procédant au retrait ou à l'encapsulage d'amiante. Elle se substitue à celle inscrite aux paragraphes 2-1 et 2-2 de la précédente note DGT du 19 janvier 2017 sur le même thème.
- La note DGT du 19 janvier 2017 apporte différentes précisions relatives au cadre juridique applicable aux opérations sur matériaux contenant de l'amiante relevant de la sous-section 3, notamment en matière de sous-traitance et de certification.
- La note DGT, en date du 8 décembre 2016, vise à rappeler les conditions d'organisation du chantier test de mesurage des empoûssièrément d'amiante, en cohérence avec le Questions-Réponses métrologie de septembre 2015 et l'instruction DGT du 16 octobre 2015 concernant la mise en œuvre du décret du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.
- La note 15-79 du Directeur général du travail en date du 4 mars 2015 diffuse une version actualisée des deux logigrammes élaborés afin de clarifier la frontière entre la sous-section 3 (retrait ou encapsulage) et la sous-section 4 (interventions sur matériaux amiantés) et faciliter le classement des opérations exposant à l'amiante :
 - Pour les opérations sur des immeubles par nature ou par destination ;
 - Pour les opérations de maintenance sur les équipements industriels, matériels de transport ou autres articles.
- La note 14-918 du Directeur général du travail, en date du 24 novembre 2014, vise à diffuser différentes positions juridiques de la DGT en matière d'amiante.
- La note 14-906 du Directeur général du travail, en date du 12 décembre 2014, vise à préciser le cadre juridique applicable aux travaux sur des matériaux de BTP contenant de l'amiante ou des fragments de clivage issus de matériaux naturels.

Questions-Réponses :

- Questions-réponses du 7 mars 2012 relatif à l'arrêté formation du 23 février 2012.
- Questions-réponses du 7 mars 2013 relatif au décret du 4 mai 2012.

Le questions-réponses Métrologie :

Une troisième version actualisée du questions-réponses (QR) métrologie spécifique à la métrologie amiante dans l'air et dans les matériaux a été élaboré par un groupe de travail piloté par la DGT et associant la direction générale de la santé (DGS), l'INRS, le COFRAC et une experte indépendante en métrologie amiante. Ce travail a permis d'apporter des précisions sur les aspects techniques des mesurages et une actualisation prenant en compte les récentes évolutions réglementaires (arrêtés du 30 mai 2018 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, et du 1er octobre 2019 relatif aux modalités de réalisation des analyses de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante). Il se substitue au Questions-Réponses de septembre 2015.

De plus, les travaux à réaliser dans le cadre de l'opération doivent respecter et être réalisés suivant les autres documents de référence suivants :

- Le guide INRS ED6091 « travaux de retrait ou d'encapsulage de matériaux contenant de l'amiante »,
- Le guide INRS ED6028 « guide de prévention-exposition à l'amiante lors du traitement des déchets »,
- Le guide INRS ND 2137-181-00 « le bilan aéraulique des chantiers d'amiante »,
- Le guide d'application de la norme NF EN ISO 16000-7 GA X46-033 Août 2012 - Stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air,
- Les recommandations R371 relatives aux travaux ou interventions sur flochage d'amiante ou matériaux contenant de l'amiante, adoptées le 21 mars 1995,
- Les recommandations R378 relatives à la dépose des matériaux en amiante-ciment utilisés en enveloppe des bâtiments ou accessoires extérieurs,
- Les fiches pratiques de l'OPPBTP,
- La norme NF EN 529, appareils de protection respiratoire – recommandations pour le choix, l'utilisation, l'entretien et la maintenance – Guide (indice de classement : S 76-005),
- La norme NF EN ISO 16000-7, air intérieur-partie 7 : stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibre d'amiante en suspension dans l'air (indice de classement : X 43-404-7).

2.4.1.2 Code du travail et sous-traitance

L'entreprise devra respecter scrupuleusement les prescriptions du Code du Travail et en particulier les textes concernant la sécurité et la santé des travailleurs liés aux interventions et travaux sur les produits contenant de l'amiante. **Les travaux de désamiantage devront être réalisés par du personnel qualifié et habilité.**

Dans le cas où l'entreprise répondant à l'appel d'offres ne serait pas titulaire des qualifications requises pour les travaux liés au retrait d'amiante, elle devra impérativement sous-traiter les travaux de désamiantage à une entreprise agréée. Néanmoins, tous les travaux resteront sous la responsabilité de l'entreprise titulaire du présent lot. L'incidence financière de ces sujétions sera incluse dans l'offre de base du présent lot.

2.4.1.3 Qualification de l'entreprise et agrément

L'entreprise devra répondre aux exigences de la norme NFX 46-010 et bénéficier d'un certificat établi selon le référentiel de la norme NFX 46-011 au minimum de type « certification probatoire » avec mention des activités déclarées pour le traitement de l'amiante.

Le certificat devra être spécifique à la nature des prestations réalisées et valide sur toute la période d'exécution du chantier.

Nota : Les certificats de qualification sont à joindre à la réponse à l'appel d'offres. L'entreprise devra notamment disposer du certificat QUALIBAT 1552, AFNOR, GLOBAL CERTIFICATION ou équivalent.

2.4.1.4 Mémoire technique

L'entreprise devra joindre à son offre un mémoire technique définissant le mode opératoire lié au désamiantage, conformément à la réglementation en vigueur et spécifique à l'opération.

Ce document comprendra :

- Les certificats de qualification de l'entreprise,
- Une attestation d'assurance responsabilité civile avec la mention explicite : « ...traitement de l'amiante ou retrait ou encapsulage » ainsi que « atteintes à l'environnement »,
- Les attestations de formation des salariés,
- La planification des travaux en conformité avec le planning général de l'opération,
- Les processus qu'elle propose de mettre en œuvre,
- La nature des travaux préparatoires,
- La mise en œuvre des travaux de confinement et d'accès,
- Les caractéristiques techniques des installations prévues,
- Les dispositions de contrôle de la qualité du confinement,
- La méthodologie mise en œuvre pour chaque type de matériaux comprenant de l'amiante,
- Les informations sur la traçabilité des déchets pollués.

2.4.2 Déposes - Démolitions

Préalablement à la remise de son offre, l'entrepreneur devra se rendre sur place pour procéder à un examen des ouvrages à déposer / démolir et prendre connaissance des difficultés d'accès et d'évacuation des gravois et déchets.

L'entreprise, à l'occasion des déposes et démolitions partielles, devra assurer la stabilité des ouvrages devant subsister et prévoir par conséquent les étalements et toutes mesures conservatoires appropriées. Elle sera tenue responsable de tout désordre éventuellement constaté au cours des travaux.

Le présent lot devra assurer la protection des ouvrages existants conservés (huisseries, revêtements de sol, etc.), ainsi que la protection provisoire étanche à l'air et à l'eau des ouvrages existants au droit des percements.

L'entrepreneur sera responsable de tout accident ou désordre qui serait la conséquence de ses travaux.

Les matériels utilisés ne devront pas dépasser les niveaux sonores fixés par la législation.

Afin de prévenir toute émission de poussière, l'entreprise procédera à un arrosage systématique des ouvrages à démolir.

A la fin du chantier, aucun gravois ou déchet ne devra rester sur le chantier ou sur un terrain voisin. La totalité devra être évacuée à la décharge.

2.5 LIMITES DE PRESTATIONS

L'enlèvement et le déménagement du mobilier et la dépose des éléments récupérés par le Maître d'Ouvrage sont à la charge du Maître d'Ouvrage. Toutefois, tout le mobilier présent dans le bâtiment à la prise de possession du bâtiment par l'entreprise du présent lot sera à évacuer par le présent lot.

Le présent lot mettra hors service et isolera les installations techniques en concertation avec les services techniques et les concessionnaires concernés.

Le présent lot aura à sa charge la dépose de tous les ouvrages et de tous les revêtements (de quelque nature que ce soit) nécessaire pour les travaux de désamiantage.

3. DESCRIPTION DES TRAVAUX

3.1 GENERALITES

3.1.1 Objet et définition

Le présent chapitre a pour but de définir l'ensemble des prestations à fournir par l'entrepreneur concernant le désamiantage, le déplombage et la déconstruction / démolition.

Outre la description et la localisation des travaux à réaliser, le présent document contient les prescriptions qui complètent les obligations et dispositions définies par les spécifications techniques.

Les prix devront comprendre tous les travaux, fournitures et accessoires qui auraient pu échapper au détail de la description, mais qui en sont le complément indispensable au complet et parfait achèvement des travaux conformément aux règles de l'art.

3.1.2 Prestations générales

Le présent article concerne l'ensemble des prestations relatives à l'installation du chantier qui ne seront pas détaillées dans les articles suivants :

- Installation de chantier et compte prorata, suivant PGC SPS, CPC, CCTC, CCAP, PIC, etc.,
- Installation de chantier propre au désamiantage, suivant article concerné,
- Travaux préparatoires,
- Etc.

Avant travaux, un relevé précis des constructions sera effectué par constat d'huissier avec présence obligatoire de la Maîtrise d'Ouvrage, préalablement convoquée. Cette expertise sera à la charge de l'entrepreneur du présent lot. Toute dégradation ou démolition sera reprise/refaite par le présent lot sans incidence financière. ***Le constat devra être complet et exhaustif : état du bâtiment intérieur et extérieur (clos-couvert, second œuvre, réseaux secs et humides), bâtiments avoisinants, état des réseaux, etc.***

Nota :

Il faudra tenir compte de la présence des réseaux enterrés qui sont indiqués à titre d'information.

Pour les travaux sur le domaine public, l'entreprise se chargera d'obtenir toutes les autorisations nécessaires auprès des autorités compétentes avec l'approbation des plans d'exécution au préalable. Toutes les dépenses correspondantes seront à la charge de l'entreprise.

Dans le cas d'une obligation de faire réaliser des travaux par une entreprise agréée, tous les travaux seront sous la responsabilité du présent lot. L'incidence financière de ces sujétions sera incluse dans l'offre de base du présent lot.

Les ouvrages prévus conservés, mais endommagés et/ou démolis pour quelque raison que ce soit, seront reconstruits par le présent lot, à sa charge et inclus dans le marché de base.

La conservation de certaines prestations en l'état ne dégage pas l'entreprise du maintien qualitatif des prestations jusqu'à leur réception.

L'ensemble des prestations décrites ci-après tiendra compte de toutes les sujétions d'exécution, de raccordement et de remise en état des existants.

L'entreprise pourra prévoir, à sa charge et sous sa responsabilité, le traitement des matériaux et équipements déposés par des filières de réemploi ou de revente adaptées. Dans tous les cas, l'entreprise devra justifier de la traçabilité des matériaux et équipements.

3.2 MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE

3.2.1 Repérage des matériaux amiantés

Le rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation des travaux N°973057 en date du 14.12.2023 fait état de la présence d'amiante dans les éléments suivants :

- Enduits à base de ciments projetés lissés + peintures sur les poteaux extérieurs en façade,
- Enduit ciment en sous-face (escalier de secours),
- Joint d'assemblage du noyau central (escalier de secours),
- Conduits de ventilation/aération Fibres ciment du sous-sol (local Vide Ordures, Pièce),
- Conduits de ventilation/aération Fibres ciment (fragments au sol) au droit du vide sanitaire 1 du sous-sol, les fragments étant éparpillés au sol près de l'accès,
- Enduits à base de ciment entre poteaux et poutres au sous-sol,
- Colles de plinthes en marbre,
- Colles de plinthes de carrelage dans les sanitaires,
- Les enduits et peintures murales sur les murs tous niveaux.

Nota : Cette dernière ligne concerne les enduits amiantés potentiellement présents sur tous les murs des dégagements et des halls des bâtiments. La surface est estimée dans le rapport ci-joint.

Tous les éléments contenant de l'amiante seront déposés dans le respect de la réglementation en vigueur. Les éléments posés en recouvrement d'éléments amiantés seront déposés en partie pour pouvoir réaliser le désamiantage, notamment certains doublages posés en recouvrement des plinthes qui devront être découpés sur une hauteur de 50 cm pour procéder au désamiantage.

3.2.2 Plan de retrait

L'entreprise devra établir un plan de retrait, le faire viser par son médecin du travail et son C.H.S.C.T. et, ensuite, le soumettre à l'inspection du travail, à la C.R.A.M. et à l'O.P.P.B.T.P., un mois avant le début des travaux de désamiantage. Une copie de ce plan sera transmise au Maître d'Ouvrage, au Maître d'Œuvre et au coordonnateur SPS.

Un ou des bordereau(x) réglementaire(s) de suivi des déchets devra être signé préalablement par le Maître d'ouvrage, puis par l'entreprise de dépose, le transporteur agréé et enfin l'éliminateur. Un exemplaire complètement rempli doit être retourné au Maître d'ouvrage.

3.2.3 Confinement des zones

Avant d'entamer à proprement parler le désamiantage, un dépoussiérage sera effectué dans l'ensemble des locaux situés dans la zone d'intervention.

Avant la mise en œuvre du confinement l'entreprise réalisera la mesure d'empoussièrément initiale – **point zéro**.

Le confinement des zones sera réalisé conformément aux risques liés aux produits à déposer et comprendra :

- L'isolement de la zone par signalétique amiante,
- La mise en place des SAS d'accès du personnel,
- La mise en place des tunnels de décontamination avec ses compartiments des déchets, des matériels et produits extraits de la zone confinée,
- Le confinement de la zone à traiter par la mise en œuvre de films en matière plastique fixés par des rubans adhésifs (résistant aux chocs), après nettoyage des surfaces à recouvrir à l'aide d'un aspirateur équipé d'un filtre à très haute efficacité,
- L'obturation et le calfeutrement des ouvrants, des grilles d'aération et des entrées d'air par la mise en œuvre de films en matière plastique fixés par des rubans adhésifs,

- La protection des éléments ne pouvant être déplacé de la zone d'intervention,
- La mise en dépression de la zone confinée par la mise en place d'extracteurs d'air avec filtration adaptée pour assurer une dépression et un renouvellement d'air de la zone,
- Le contrôle du confinement par test de fumée - **point d'arrêt**,
- La mise en place d'un système d'adduction d'air respirable ou ventilation assisté suivant le niveau d'empoussièrement attendu,
- Le bilan aéraulique et son ajustement si nécessaire,
- Les mesures d'empoussièrement pour s'assurer que les travaux n'ont pas d'incidence sur l'environnement,
- Les contrôles en cours de travaux,
- Le nettoyage soigné de la zone de travaux (aspiration, etc)
- Une fenêtre minimum par zone de désamiantage permettant un contrôle depuis l'extérieur par la maîtrise d'œuvre, le coordinateur SPS, etc. La position de chacune sera soumise à la validation de la maîtrise d'œuvre.

Nota : L'entrepreneur devra la gestion de l'accès aux zones de confinement, y compris toutes sujétions.

3.2.4 Equipements et matériaux

L'entrepreneur doit prévoir :

- L'ensemble des vêtements de protection jetables ou décontaminables (sous-vêtements jetables, gants jetables, combinaisons étanches à capuches, sur-bottes, etc.), y compris leur décontamination et leur élimination,
- Les appareils de protection respiratoire adaptés,
- La fourniture et l'installation de l'ensemble des matériels de mise en œuvre (pulvérisateurs, airless, aspirateur équipé d'un filtre à très haute efficacité, spatules, etc.),
- Les EPI complets (masque, bottes, gants...) mis à disposition de la maîtrise d'œuvre y compris l'ensemble des consommables prévisible pendant l'opération. Ceux-ci correspondant au niveau d'empoussièrement attendu par l'entreprise titulaire du présent lot,
- Un appareil photo numérique pour le contrôle instantané des travaux de désamiantage. Les photos seront prises par les opérateurs à la demande du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, du contrôleur technique ou du coordonnateur SPS. ***Les photos devront être prises impérativement à chaque étape des travaux de désamiantage sans qu'il en soit nécessairement fait la demande.***

3.2.5 Dépose des matériaux contenant de l'amiante

L'ensemble des matériaux amiantés sera déposé et éliminé suivant la réglementation en vigueur. La prestation comprendra :

- Les déposes et évacuations nécessaires permettant de réaliser le désamiantage,
- L'humidification des éléments à déposer avant toute opération pour limiter la poussière,
- La mise sous emballage immédiat au fur et à mesure de l'enlèvement,
- Le double emballage et l'évacuation par le tunnel de décontamination,
- Le nettoyage final par aspiration de la zone traitée et des polyanes à l'aide d'un aspirateur équipé d'un filtre à très haute efficacité,
- Le surfacage (traitement au produit mouillant) des films en matière plastique et des supports de matériaux amiantés.

3.2.5.1 Enduits et peintures sur les poteaux extérieurs en façade

- La dépose de tous les matériaux éventuellement posés en recouvrement,
- La dépose des enduits par ponçage ou grattage,
- La dépose des peintures par ponçage ou grattage.

A prévoir : suivant rapport.

3.2.5.2 Enduit ciment en sous-face (escalier 2)

Les enduits ciment seront déposés et éliminés. Les travaux comprendront suivant le cas :

- La dépose des enduits par ponçage ou grattage en conservant le support.

A prévoir : suivant rapport.

3.2.5.3 Joints d'assemblage du noyau central (escalier 2)

Les joints seront déposés et éliminés. Les travaux comprendront suivant le cas :

- La dépose des joints par tout moyen approprié,
- La réfection des joints à neuf.

A prévoir : suivant rapport.

3.2.5.4 Conduits

Les conduits type amiante fibre ciment seront déposés et éliminés. Les travaux comprendront :

- La protection du sol et des parois,
- La démolition des gaines techniques abritant les conduits,
- La mise en place d'une chambre de collecte en pied de colonne,
- La dépose des conduits,
- La dépose de la partie scellée dans les voiles ou les planchers.

A prévoir : suivant rapport.

3.2.5.5 Enduits à base de ciment entre poteaux et poutres

Les enduits ciment seront déposés et éliminés. Les travaux comprendront suivant le cas :

- La dépose des enduits par ponçage ou grattage en conservant le support.

A prévoir : suivant rapport.

3.2.5.6 Colles des plinthes en marbre

Les plinthes, les colles et les ragréages associés amiantés seront déposés et éliminés. Les travaux comprendront :

- La dépose de tous les matériaux éventuellement posés en recouvrement des plinthes,
- La dépose des colles,
- La dépose des ragréages.

A prévoir : suivant rapport.

3.2.5.7 Colles des plinthes de carrelage dans les sanitaires

Les plinthes, les colles et les ragréages associés amiantés seront déposés et éliminés. Les travaux comprendront :

- La dépose de tous les matériaux éventuellement posés en recouvrement des plinthes,
- La dépose des colles,
- La dépose des ragréages.

A prévoir : suivant rapport.

3.2.5.8 Enduits et peintures murales

Les enduits, peintures murales et peintures gouttelettes amiantées seront déposées et éliminées. Les travaux comprendront suivant le cas :

- La dépose des cloisons supports de peintures : plaques de plâtres ou brique plâtrière suivant le cas,
- La dépose des revêtements type coquilles d'œuf supports de peintures,
- La dépose des peintures et enduits sur les voiles en béton par ponçage ou grattage en conservant le support,
- La dépose des peintures et enduits en sous-face des dalles en béton par ponçage ou grattage en conservant le support.

A prévoir : suivant rapport.

3.2.6 Mesures d'empoussièrement et Restitutions

Avant, pendant et après réalisation des travaux de désamiantage et évacuation des déchets en dehors des zones contaminées, l'entrepreneur devra des contrôles de l'air à l'intérieur des zones de confinement et en périphérie.

Une fois ces mesures effectuées, ces dernières étant conformes aux textes réglementaires, l'entreprise préviendra le Maître d'Ouvrage ou son représentant pour lui permettre de faire intervenir à sa charge un organisme de contrôle agréé de son choix, qui déterminera si le démontage du confinement est possible par un examen visuel des surfaces traitées. En cas d'échec de cette procédure, l'entrepreneur devra toutes les prestations nécessaires à l'obtention de l'objectif de salubrité. Les prélèvements libératoires et les contrôles complémentaires réalisés par l'organisme de contrôle seront à la charge du présent lot.

La dépose du confinement est à la charge du présent lot.

L'entreprise devra transmettre tous les documents réglementaires – **point d'arrêt**.

3.2.7 Gestion et évacuation des déchets amiantés

L'entrepreneur a la responsabilité de tous les matériaux et produits provenant des travaux, et de tous ses déchets.

Les déchets amiantés sont :

- Les matériaux issus des déposes,
- Les films du confinement,
- Les protections individuelles et accessoires,
- Les filtres des ventilateurs ou aspirateurs,
- Les résidus de filtration des eaux,
- Les matériels et matériaux non-défiltrés,
- Etc.

L'entreprise devra :

- Le conditionnement et la sortie des déchets des zones contaminées, y compris toutes sujétions (étiquetages, etc.),

- Le stockage temporaire sécurisé des déchets sur le site, y compris toutes sujétions de conditionnement,
- ***Le stockage des gravats pollués à l'extérieur dans une zone sécurisée,***
- L'évacuation des déchets au fur et à mesure afin d'éviter l'accumulation des déchets,
- Le transport, selon les dispositions en vigueur du code de l'environnement et les règles de transport de matières dangereuses (TMD) et notamment l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR), vers une décharge agréée, y compris déclaration en préfecture.

L'entreprise devra assurer la traçabilité des déchets en renseignant un tableau de suivi des déchets, ***ainsi que sur Trackdechets version « projet » et ceci au moins 10 jours avant la date d'enlèvement envisagée ; l'entreprise informera en parallèle les intervenants MOA et MOE de la mise à disposition des BSDA sur la plateforme en précisant les références de BSDA concernées.***

L'entreprise devra également fournir et renseigner les Bordereaux de Suivi des Déchets Amiantés et devra en assurer la gestion jusqu'au traitement final. L'entreprise prévoira notamment :

- La pesée des conteneurs contenant les sacs de déchets d'amiante (tonnage à indiquer dans le BSDA),
- Le double conditionnement étanche des déchets contenant de l'amiante. Tout conditionnement devra être identifié et fermé au moyen d'un scellé numéroté. Les numéros de scellés seront reportés sur le BSDA.

L'entreprise devra transmettre au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre une copie du BSDA dès l'enlèvement des conteneurs, ainsi que les récépissés de l'éliminateur.

3.2.8 Rapport final d'intervention

A l'issue des travaux, l'entreprise devra établir le rapport final d'intervention (RFI). Le RFI sera établi suivant la liste du guide INRS ED6091 « travaux de retrait ou d'encapsulation de matériaux contenant de l'amiante » et devra contenir les éléments suivants :

- Le plan de retrait (PRE) et les éventuels additifs,
- Le journal de chantier,
- Le recueil des PV et analyses, consignations, etc.,
- Les certificats d'acceptation préalable (CAP) des déchets,
- Les bordereaux de suivi des déchets contenant de l'amiante (BSDA) et les bordereaux de suivi des déchets industriels (BSDI) des différents déchets,
- Les certificats d'élimination des déchets,
- Le PV de réception et les levées de réserves,
- Les plans faisant apparaître les matériaux contenant de l'amiante (MCA) retirés, ou non retirés.

Les zones où l'amiante est conservée doivent être signalées sans ambiguïté, chaque fois que possible, dans les locaux concernés.

3.3 MATERIAUX CONTENANT DU PLOMB

3.3.1 Repérage des matériaux plombés

Le rapport de repérage des matériaux et produits contenant du plomb N°973058 en date du 18.12.2023 fait état de la présence de plomb dans les éléments suivants :

- Le bloc porte au droit de l'accès au vide sanitaire 1,
- Le bloc porte au droit de l'accès au vide sanitaire 2,
- Le bloc porte au droit de l'accès au vide sanitaire 3,

- Les gardes corps extérieurs au niveau de l'escalier 4, de la terrasse parvis Sud et de la terrasse parvis Est,
- Les mains courantes dans la cage d'escalier 1,
- Le poteau carré extérieur au droit de l'entrée principale,
- Les supports des canalisations en métal dans les vides sanitaires.

Les éléments suivants contenant du plomb devront être retirés et éliminés dans le respect de la réglementation en vigueur :

- Le bloc porte au droit de l'accès au vide sanitaire 1,
- Le bloc porte au droit de l'accès au vide sanitaire 2,
- Le bloc porte au droit de l'accès au vide sanitaire 3,
- Les supports des canalisations en métal dans les vides sanitaires.

Les éléments suivants seront conservés en lieu et place mais la peinture au plomb sera retirée (décapage thermique et/ou chimique pour retirer la peinture au plomb présente) :

- Les mains courantes dans la cage d'escalier 1,
- Le poteau carré extérieur au droit de l'entrée principale,
- Les gardes corps extérieurs au niveau de l'escalier 4, de la terrasse parvis Sud et de la terrasse parvis Est.

Notamment, l'entreprise déterminera selon la méthode de lixiviation la teneur en plomb des différents éléments de manière à déterminer les filières de traitement des déchets contenant du plomb : dans le cas où la teneur en plomb induit un classement en déchets dangereux, le présent lot assurera l'évacuation selon les règlements/lois en vigueur.

3.3.2 Dépose des matériaux contenant du plomb

L'entreprise prendra toutes les précautions nécessaires pour empêcher toute intoxication au plomb.

Les matériaux peints avec une peinture au plomb seront déposés mécaniquement, de manière à réduire les émissions de poussière. Si nécessaire, l'entreprise procédera à un décapage thermique et/ou chimique pour retirer la peinture au plomb présente sur les éléments non démontables.

Les E.P.I. à usage unique et les gravats pollués au plomb seront stockés à l'extérieur, dans des bigs-bags étiquetés « Plomb ». Ils seront évacués par une société spécialisée vers un centre agréé. Ces évacuations sont à la charge du présent lot. **Dès lors, le présent lot doit prévoir les moyens de levage nécessaires pour évacuer ces bigs-bags.**

Les gravats pollués devront impérativement être stockés à l'extérieur dans une zone sécurisée.

Le chantier sera mené de façon similaire à celle d'un chantier amiante :

- Fourniture et pose de bâches plastiques délimitant les zones contaminées au plomb,
- Obturation de toutes les ouvertures,
- Aménagement d'une zone pour l'habillage, le déshabillage et la décontamination des opérateurs (trois compartiments avec une douche),
- Mise en place d'un balisage et d'une signalétique « Plomb », avec interdiction d'entrer,
- Fourniture de doubles combinaisons, de surbottes, de gants de protection en nitrile et de masque à ventilation assistée pour les opérateurs habilités. Les jonctions masque/cagoule, gants/poignets et combinaison/bottes seront scotchées.

3.4 DEPOSES – DEMOLITIONS DES OUVRAGES NON AMIANTES

Après mise hors service et isolement des installations par les lots concernés, le présent article comprend l'ensemble des déposes, démolitions et évacuations à la décharge de tous les déblais et gravats. D'une façon

générale, les bâtiments sont à vider complètement en ne conservant que l'ossature et les couvertures/planchers, les listes ci-après ne sont donc pas limitatives.

3.4.1 Déposes

- Mobiliers,
- Faux-plafonds compris l'ossature support,
- Toutes les menuiseries intérieures non conservées, compris impostes et arrachage des pattes de scellement. **Toutes les portes conservées seront déposées soigneusement, numérotées et stockées à plat dans un lieu à définir avec le CROUS sur le site même de Grémillon,**
- Revêtements de sol souple,
- Revêtements muraux, compris soubassements bois, faïence, etc., sur les ouvrages conservés
- Doublages non conservés, compris coffres des descentes EP,
- Plinthes de toute nature sur les supports conservés,
- Attentes au sol et siphons de sol,
- Equipements sanitaires (lavabos, urinoirs, urinoirs stalles compris socle, WC, lave-mains, éviers, paillasses, etc.),
- Equipements de chauffage ventilation (radiateur, canalisation, gaines, centrale de ventilation, etc.),
- Appareils électriques (radiateurs, luminaires, etc.),
- Equipements électriques, compris câblage, chemins de câbles et tableaux, etc.,
- Tous les éléments de serrurerie (garde-corps, main courante, lisses, grilles, clôture, échelle crinoline, etc.), compris arrachement des éléments scellés,
- Tous les éléments de menuiseries (claustras, meubles, lisses, miroirs, tablettes, bancs, estrades, trappes de gaines, etc.),
- Petits ouvrages types patères, crochets, tringles, etc.,
- Les escaliers (bouchage de la trémie par des contreplaqués d'épaisseur 25 mm),
- Les isolants en plancher haut du sous-sol (fibralth),
- Les isolants en plancher haut des vides sanitaires (fibralth),
- **Les déposes des menuiseries extérieures ne sont pas à la charge du présent lot, hors déposes nécessaires pour le désamiantage ou déplombage,**
- **Le présent lot sera en charge de vider l'ensemble du bâtiment (ensemble des éléments quels qu'ils soient),**
- Etc.
- Tri sélectif des gravats et traçabilité suivant réglementation et évacuation à la décharge. **Dans la mesure du possible, une valorisation des déchets est à privilégier.**

Nota :

Déposes hors lot : D'une manière générale, la dépose des éléments extérieurs suivants n'est pas à la charge du présent lot mais à la charge du lot 02 :

- Dépose des bordures au droit de la future rampe,
- Dépose du portillon au droit du logement actuel (RDC Ouest),
- Dépose des clôtures au droit du logement actuel (RDC Ouest),
- Déposes des claustras au droit du logement actuel (RDC Ouest),
- Dépose du cabanon au droit du logement actuel (RDC Ouest),
- Dépose des dalles sur plots avec soin en vue de la reprise de l'étanchéité,
- Arrachage des végétaux non conservés.

3.4.2 Etat des lieux

Indépendamment du constat d'huissier, après mise à nue de la structure, l'entrepreneur titulaire du présent lot provoquera une visite contractuelle des lieux avec **la Maîtrise d'Œuvre, le bureau de contrôle et la Maîtrise d'Ouvrage**, avec dossier photographique à l'appui.

3.4.3 Démolitions

- Toutes les cloisons de toute nature non conservées,
- Socles,
- Carrelages,
- Chapes jusqu'au niveau brut du plancher,
- Gaines / coffres, attention des canalisations pourront être conservées, à coordonner avec les entreprises concernées,
- Meubles / paillasse maçonnées,
- Souches,
- Edicules,
- Lanterneaux,
- Les recharges existantes dans les sanitaires, les locaux ménages, locaux dépôts, etc.,
- La gaine monte-charge,
- Etc.
- Tri sélectif des gravats et traçabilité suivant réglementation et évacuation à la décharge.

A prévoir : suivant plans et constatations sur place.

3.5 DEPOSES DES RAGREAGES

Le présent lot doit les déposes des anciens complexes de ragréage et ce sur l'ensemble des planchers du bâtiment D :

- Le décapage,
- Le ponçage et l'élimination des colles jusqu'au béton brut.

Nota : Dans un souci d'une meilleure comparaison des offres, il est demandé aux entrepreneurs de présenter obligatoirement leur décomposition du prix global et forfaitaire suivant le cadre fourni qui peut être complété suivant nécessité.

Par contre, l'entrepreneur restera libre d'avoir une décomposition différente plus ou moins détaillée à son usage interne.

FIN DU C.C.T.P.